

Face aux régressions sociales générales, à l'appauvrissement des plus pauvres au profit des plus riches et à toute la cohorte de misères et d'injustice qu'elles génèrent, les responsables de ces politiques, Sarkoy et ses (nombreux) alliés, réutilisent les procédés nauséabonds que l'on a déjà connu par le passé. **Populisme et xénophobie.** Encore une fois, l'étranger est montré du doigt, l'immigré devient le bouc émissaire, le responsable de tous les maux. Au débat foireux sur l'identité nationale a succédé la chasse aux Roms, puis la stigmatisation des musulmans.

Mensonges

L'invasion supposée de hordes d'étrangers est brandie comme le danger suprême alors que l'Institut National d'Etudes Démographiques note une baisse de la proportion d'étrangers en France, de 6,8 à 5,8% entre 1982 et 2006. Quant aux sans-papiers, ils viendraient profiter des aides sociales! Ces derniers ne peuvent bénéficier d'AUCUNE prestation sociale : ni assedic, ni allocations familiales, ni aide au logement, etc... Par contre ce sont eux qui travaillent en cuisine dans les restaurants, font le ménage à domicile ou dans les grands espaces publics, confectionnent les vêtements ou construisent nos routes, nos immeubles et parfois même les centres de rétention. En même temps, nombre d'entre eux versent des cotisations sociales au pot commun (sécurité sociale, retraite...) dont ils ne bénéficieront jamais, paient des impôts sur le revenu, la taxe d'habitation et bien sûr tous les impôts indirects, comme tout habitant du pays. Corvéables à merci, jetables à tout moment, il font la richesse du patronat de certains secteurs.



Une immigration très contrôlée

Après la mise en place de quotas d'expulsions, qui sont passées de 23 000 par an à plus de 29 000, sans compter les dizaines de milliers réalisées dans les TOM (26 405 rien qu'à Mayotte en 2010), les multiples réformes du Code d'entrée et de séjour des étrangers et des demandeurs d'asiles restreignant les conditions de délivrance d'un titre de séjour, les attaques contre le droit d'asile et le droit à la santé (réforme AME), la chasse aux Roms, la loi LOPPSI II, le projet de loi Besson, les restrictions du droit au regroupement familial, **le nouveau ministre de l'Intérieur déclare qu'il y a trop d'étrangers en France, y compris en situation régulière.**

CE DISCOURS EST CELUI DE L'EXTREME DROITE !

La chasse aux immigrés, en situation régulière ou non, est lancée.

Depuis 200 ans, ils sont venus de partout pour travailler dans les mines, dans l'industrie, dans le bâtiment et ont été constitutifs de la classe ouvrière française, du peuple de France. Ce sont, pour les français d'aujourd'hui, leurs parents, leurs grands-parents ou leurs arrière grands parents.

Parce que nous ne voulons pas vivre dans un pays xénophobe qui accueille les capitaux étrangers mais pas les hommes, parce que nous voulons que cesse cette situation qui porte atteinte à des droits fondamentaux universels, nous défendons **la liberté de circulation.**

Venez en débattre !

Réunion Publique
Mardi 3 mai à 19h30
Salle Gérard Philippe à Noisy le Sec
Avec Olivier Lecour Grandmaison
(Maitre de conférence à l'Université d'Evry)